

Bonjour à toutes et tous,

Tout d'abord, le rapport d'activité présenté reflète parfaitement l'action syndicale depuis le dernier congrès. Rien n'a rajouter, hormis ...

Nous sommes des militants. Et être militant aujourd'hui, ce n'est pas simplement défendre des revendications ou participer à des actions collectives. C'est aussi savoir regarder la réalité en face, analyser les évolutions de notre société et prendre les décisions qui permettront à notre organisation de continuer à se développer et à peser dans les rapports de force.

Nous vivons des temps difficiles. Les difficultés économiques touchent de nombreux salariés, de nombreuses familles, et créent de l'inquiétude dans les lieux de travail comme dans la société en général. À cela s'ajoute un paradigme de plus en plus hostile au syndicalisme. Cette tendance n'est pas nouvelle, mais elle s'est particulièrement renforcée depuis les ordonnances Macron, qui ont profondément modifié les règles du dialogue social, affaibli les moyens d'intervention des représentants des salariés et rendu plus difficile l'action syndicale dans de nombreuses entreprises.

Face à cette situation, nous avons une responsabilité. Celle de prévoir, d'anticiper et de préparer l'avenir. Mais anticiper ne signifie pas avoir peur. Anticiper ne signifie pas se résigner ou se replier sur soi-même. Au contraire. Anticiper, c'est réfléchir pour mieux agir. C'est identifier les risques afin de prendre les bonnes décisions pour notre organisation et pour les travailleurs et travailleuses que nous représentons.

C'est dans cet esprit que nous devons examiner la question de nos cotisations syndicales.

Nous savons tous que l'adhésion syndicale représente un engagement militant, mais également un coût qui doit s'intégrer dans le budget personnel des salariés. Dans l'absolu, chacun peut comprendre la nécessité pour une organisation syndicale de disposer de moyens pour agir. Mais nous devons aussi regarder la réalité sociale telle qu'elle est vécue par nos adhérents.

Aujourd'hui, de nombreux salariés voient leur pouvoir d'achat sous pression. Les dépenses contraintes augmentent, les incertitudes économiques demeurent fortes, et chacun est amené à faire des arbitrages budgétaires. Dans ce contexte, une augmentation des cotisations pourrait conduire certains de nos adhérents, notamment les plus fragiles financièrement, à reconsidérer leur adhésion. Ce risque de désaffiliation ne peut être ignoré. Chaque adhérent perdu représente non seulement une cotisation en moins, mais aussi une voix, une force militante et un lien affaibli avec le collectif.

Nous devons également regarder la dynamique de développement syndical que nous avons su construire ces dernières années. Dans notre secteur, cette dynamique est réelle. Nous avons réussi à convaincre de nouveaux salariés de nous rejoindre, à développer notre présence dans les entreprises et à renforcer notre représentativité.

Mais cette dynamique reste fragile. Une hausse du montant des cotisations créerait inévitablement une barrière financière supplémentaire à l'entrée. Cela deviendrait alors un frein direct au recrutement de nouveaux adhérents. Or nous savons que chaque adhésion est le résultat d'un travail patient de conviction. Nous savons combien il est difficile de transformer l'intérêt pour le syndicalisme en adhésion effective. Pourquoi

prendre le risque d'ajouter un obstacle supplémentaire au moment où nous avons besoin de nous renforcer ?

Nous évoluons dans un environnement où l'intérêt pour le syndicalisme est historiquement faible. Les salariés ne sont pas spontanément portés vers l'engagement syndical. Le passage à l'acte de l'adhésion reste souvent exceptionnel et nécessite un investissement considérable de nos équipes militantes.

À cette difficulté culturelle s'ajoute une réalité concurrentielle. Nous faisons face à des organisations syndicales qui se multiplient et qui proposent parfois des cotisations nettement inférieures aux nôtres. Que cela nous plaise ou non, les salariés comparent. Ils regardent les services proposés, les résultats obtenus, mais aussi le montant de la cotisation demandée. Dans un tel contexte, augmenter nos cotisations reviendrait à creuser davantage l'écart avec nos concurrents et à nous placer dans une position défavorable.

Enfin, nous devons tenir compte du calendrier qui se présente devant nous.

L'année prochaine sera marquée par un calendrier social particulièrement dense, avec des élections professionnelles dans une part importante de nos entreprises. Ces échéances seront déterminantes pour notre représentativité et notre capacité à défendre efficacement les salariés.

Dans ces campagnes électorales, notre principal atout n'est pas financier. Notre principale richesse, ce sont nos militantes et nos militants. Ce sont eux qui vont sur le terrain, qui échangent avec les salariés, qui expliquent nos positions, qui construisent la confiance et qui portent nos listes.

Annoncer une augmentation des cotisations dans cette période pourrait fragiliser nos équipes au moment précis où elles doivent convaincre, mobiliser et rassembler. Cela pourrait détourner l'attention de nos revendications, alimenter des interrogations inutiles et compliquer le travail militant au moment où nous avons besoin de toutes nos forces.

Pour autant, il ne s'agit pas de céder à la peur ou de considérer que l'avenir est forcément sombre. L'histoire de notre mouvement nous enseigne exactement l'inverse.

À de nombreuses reprises, les travailleuses et travailleurs ont été confrontés à des situations particulièrement défavorables : crises économiques, régressions sociales, attaques contre les libertés syndicales ou transformations profondes du monde du travail. Pourtant, à chaque fois, nous avons su réagir. À chaque fois, nous avons trouvé les moyens de nous organiser, de résister, de proposer des alternatives et de continuer à lutter.

L'avenir n'est pas écrit. Nous pouvons et nous devons militer pour éviter le pire. Nous devons continuer à défendre une société plus juste, où les droits des travailleurs et des travailleuses sont respectés et renforcés.

Et même si demain nous étions confrontés à des situations plus difficiles encore, nous pourrions compter sur ce qui a toujours fait notre force : nos militants, nos adhérents et notre solidarité.

Car notre véritable richesse réside avant tout dans les femmes et les hommes qui s'engagent chaque jour pour faire vivre notre syndicalisme. Dans leur énergie, leur disponibilité, leur conviction et leur capacité à agir collectivement.

La solidarité entre nous est notre bien le plus précieux. C'est elle qui nous permet de tenir dans les périodes difficiles, de

surmonter les obstacles et de construire des réponses collectives là où l'isolement ne produit que de l'impuissance.

Alors oui, nous devons anticiper. Oui, nous devons être lucides sur les défis à venir. Mais nous devons aussi préserver ce qui fait notre force : notre capacité à rassembler, à accueillir de nouveaux adhérents, à conserver celles et ceux qui nous font confiance et à développer notre présence dans les entreprises.

Parce que nous sommes des militants. Parce que nous savons que rien n'est jamais acquis. Parce que nous savons que l'avenir se construit dans l'action collective. Et parce que nous avons encore beaucoup à construire ensemble.

Je vous souhaite un excellent congrès.